

Zeitschrift: Tracés : bulletin technique de la Suisse romande
Herausgeber: Société suisse des ingénieurs et des architectes
Band: 142 (2016)
Heft: 13-14: 15e Biennale d'architecture de Venise

Artikel: Territoires de l'engagement
Autor: Sonnette, Stéphanie
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-630510>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

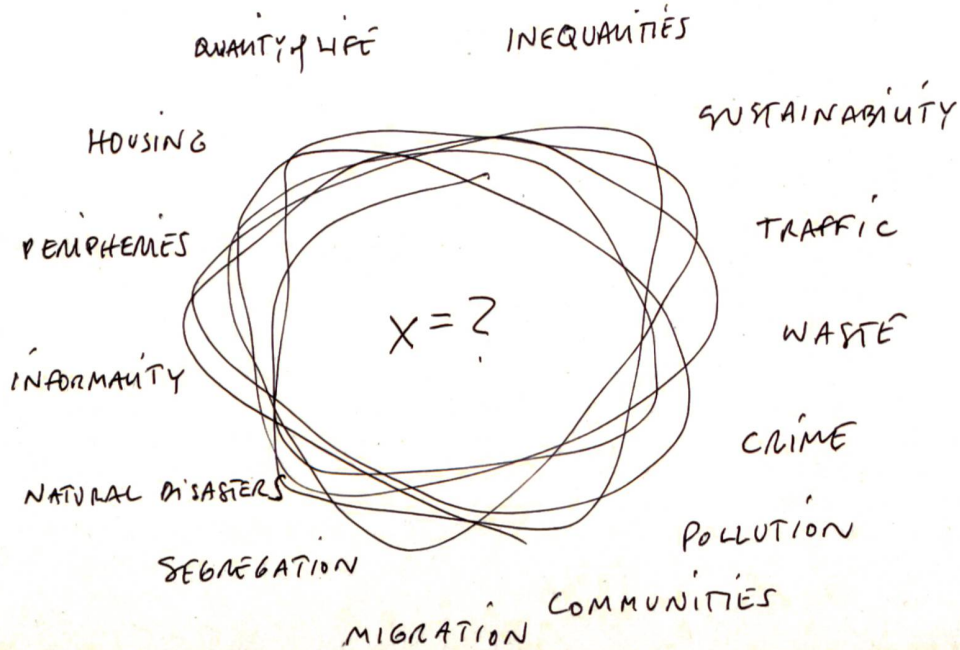
Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REPORTING from the front



Territoires de l'engagement

Le monde ne manque pas de territoires en crise, que les architectes de la Biennale ont entrepris d'investir. Entre bidonvilles et zones rurales reculées, exotisme des territoires lointains et banalité du quotidien, chacun choisit son camp.

Stéphanie Sonnette



- 1 Le schéma des combats à mener dans le cadre de la 15^e Biennale
- 2 Le travail de Christian Kerez, en collaboration avec Hugo Mesquita, dans le Jardim Colombo à São Paulo (photo Francesco Galli, avec l'aimable autorisation de la Biennale de Venise)

O n imagine Alejandro Aravena, mèche en bataille et chemise trouée au coude, dessinant au crayon le petit schéma emblématique de cette 15^e Biennale, qu'il a placée sous le signe de l'engagement social des architectes (fig. 1). Y figurent les combats à mener : inégalités, durabilité, déchets, pollution, migrations, catastrophes naturelles, logement... Le programme s'annonce chargé. Au centre de ces items, une croix égale un point d'interrogation. Est-ce là que se situe l'architecte, coincé dans ce tourbillon mondialisé sur lequel personne n'a plus de prise ? C'est en tout cas le contexte dans lequel il doit tenter d'exercer son métier, explorant de nouveaux champs disciplinaires, investissant des territoires en crise : bidonvilles, camps, mégapoles inhumaines, périphéries paupérisées et campagnes désertées. Face à la responsabilité qui semble lui incomber (rien moins que sauver le monde !), l'architecte opte pour des postures diverses, entre action humanitaire et ancrage local.

Tentation humanitaire

La pauvreté recèlerait de multiples richesses. C'est ce que postulent un certain nombre de propositions de cette Biennale, qui témoignent d'une forme de fascination pour les bidonvilles, les camps, et plus généralement pour tous les phénomènes métropolitains informels, tout ce qui se construit en somme sans architectes. L'appréhension souvent superficielle de ces situations tient peu compte des conditions socio-économiques et politiques dans lesquelles elles se développent, et entretient la croyance selon laquelle l'architecte aurait aussi son rôle à jouer sur ces territoires, qu'il pourrait les cartographier, les étudier, les chiffrer, pour en tirer des leçons, voire intervenir, accompagner, construire à son tour pour améliorer les conditions de vie des habitants. Ce postulat laisse l'impression amère

— malheureusement pas neuve — que les territoires de la plus extrême pauvreté sont devenus les terrains de jeu et d'expérimentation, voire de nouveaux marchés, pour les ONG internationales comme pour un certain nombre d'architectes, en particulier des pays du Nord. N'est-ce pas un luxe des sociétés occidentales que de trouver des « choses à apprendre » des bidonvilles et des organisations informelles, qui ne sont que la traduction concrète de la faillite des Etats à jouer leur rôle régulateur ? Exemple extrême d'une certaine tendance tiers-mondiste, le droneport de Sir Norman Foster avec sa voute en « Durabric », produite par Lafarge Holcim, pur concept hors sol censé remédier au manque d'infrastructures des pays émergents pour apporter aux populations, par la voie des airs, des médicaments et de la nourriture, a de vagues relents néo-coloniaux.

Cette fascination pour les formes urbaines informelles n'est pas nouvelle. Dès l'après-guerre, les CIAM s'étaient passionnés pour le chaos pittoresque des bidonvilles d'Alger et du Maroc. En 1964, Bernard Rudofsky exposait au MOMA des architectures sans architectes, quand quelques années plus tard l'architecte John Turner devenait « l'apôtre de l'habitat informel »¹ après son expérience au Pérou. Il y a quinze ans, Rem Koolhaas théorisait sur Lagos, qu'il situait « à l'avant-garde de la modernité mondialisante ». Sur fond de photographies aériennes, il vantait déjà « l'efficacité à grande échelle de systèmes et d'agents considérés comme marginaux, liminaires, informels ou illégaux par rapport au concept traditionnel de la ville ».

Qu'elle soit sentimentale ou empathique, esthétique ou cynique, la vision du bidonville est souvent biaisée. Prévenant la critique attendue, le titre du cartel présentant le travail de Christian Kerez à São Paulo, « Learning from favelas », se croit d'ailleurs obligé de préciser : « (without poeticizing them) » (fig. 2).

Relisons tout de même *Le pire des mondes possibles* de Mike Davis², écrit en 2006, ou même *City of Quartz* en 1990, pour reprendre contact avec la réalité du bidonville, très éloignée des visions fantasmées et

1 John Turner au Pérou, *Slum of Hope*, Laboratoire urbanisme insurrectionnel, mars 2016, édition n° 1 (<http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.ch/2016/04/john-turner-au-perou.html>)

2 *Planet of slums*, Verso, Londres-New-York, 2006

édulcorées qu'on nous en offre aujourd'hui. Statistiques et rapports à l'appui, il en dresse un portrait social et sanitaire cataclysmique et rappelle que ces territoires informels font aussi l'objet d'investissements immobiliers rentables pour les classes moyennes et aisées, qui vendent ou louent au prix fort à des populations démunies, avec la complicité des Etats et des collectivités publiques. Pour Davis, «louer la praxis des pauvres est devenu un écran de fumée derrière lequel cacher le reniement des engagements historiques de l'Etat dans la lutte en faveur des pauvres et des sans-abri». En 2014, Dan Hancox dénoncera quant à lui le «slum porn» et la «fétichisation de la pauvreté»³ incarnés par le projet conduit par Urban Think Tank sur le bidonville vertical Torre de David à Caracas, déjà Lion d'or à la Biennale en 2012.

Condition urbaine

Si le bidonville apparaît pour certains comme l'avenir de l'urbanisme, c'est que la ville tentaculaire et mondialisée nous est présentée comme l'avenir de l'humanité. Le projet spécial *Conflicts of an Urban Age*⁴ nous rappelle à coup de statistiques édifiantes que notre présent et notre futur sont métropolitains et globalisés (fig. 3). En 2030, 5 milliards d'habitants de la planète vivront dans des villes, Shanghai en compte déjà 24 millions et la population de Guangzhou a augmenté de 925% entre 1990 et 2015. Paysans pauvres, migrants économiques, réfugiés, chômeurs, entrepreneurs, cadres supérieurs, tous convergent vers les mégapoles tentaculaires d'Inde, d'Afrique ou d'Asie, comme vers les vieilles métropoles européennes qui tirent encore leur épingle économique du jeu. Entre bidonvilles et quartiers résidentiels fermés, camps de réfugiés et centres-villes muséifiés dédiés au tourisme et aux affaires, surdensité, criminalité et pollution, les mégapoles apparaissent comme le seul horizon possible. Si elles créent effectivement des richesses, elles produisent aussi des sociétés profondément inégalitaires, sécurisées, surveillées et polluées. Est-ce à cela que nous aspirons? N'y a-t-il pas d'alternative, d'autres formes de répartition des richesses sur les territoires et d'autres territoires de projet pour les architectes?

Architecte local

Quelques propositions se risquent à croire que l'engagement social de l'architecte, puisque c'est le sujet de cette Biennale, peut s'incarner plus localement. Modestes, peu spectaculaires, souvent issues d'un travail de terrain qu'on imagine long et pas toujours valorisant (ni valorisé), ces démarches moins héroïques que celles qui consistent à s'attaquer à la pauvreté du monde globalisé, ont le mérite de s'ancrer dans les réalités d'un territoire connu. Elles rappellent que, malgré les crises, les architectes peuvent aussi jouer sur leur propre terrain, dans des contextes qui ont besoin d'eux, avec peu de moyens mais des outils qu'ils maîtrisent et en mobilisant les ressources locales.

Parmi ces propositions, le pavillon mexicain, sous le titre *Unfoldings and Assemblages*, présente des projets



3



4



5

- 3 Le projet *Conflicts of an Urban Age* (photo Andrea Avvezu, avec l'aimable autorisation de la Biennale de Venise)
- 4 Constructions en adobe à Guerrero (Mexique) réalisées par Cooperación Comunitaria et les habitants de la sierra de Guerrero (photo Archivo Cooperación Comunitaria)
- 5 Les photographies du collectif France Territoire(s) Liquide dans le pavillon français (photo Francesco Galli, avec l'aimable autorisation de la Biennale de Venise)

coopératifs de logements, équipements ou espaces publics, menés pour la plupart dans et avec des communautés rurales, postulant que le vrai potentiel du métier d'architecte ne peut se révéler qu'à travers un travail collaboratif (fig. 4). L'intérêt de cette proposition réside d'abord dans la mise en valeur des retours d'expériences d'habitat coopératif des années 1970 et de la tradition de l'action sociale mexicaine. Contrairement à d'autres, le Mexique ne prétend pas que tout cela soit complètement nouveau, mais affirme son inscription dans cette continuité historique. Le pavillon montre également le rôle des écoles d'architecture depuis les années 1970 dans la production de projets collectifs d'équipements publics en milieu rural. Tenus de faire des stages professionnels et un service communautaire, les étudiants mexicains se frottent très tôt aux réalités concrètes de leur territoire. Ici, comme d'ailleurs dans le reste de la Biennale, on ne parle pas d'architecture avec un grand «A», mais de culture collaborative, de démarche frugale et économe par nécessité, d'échanges de savoir-faire constructifs, indispensables à la vie des territoires isolés.

Dans un contexte très différent, beaucoup plus institutionnel, le pavillon français a choisi sa ligne de front: les «confins, la ville diffuse, les territoires interstitiels», ce qu'on aurait appelé il n'y a pas si longtemps avec une moue de dégoût le «périurbain», la «banlieue» et le «rural», arguant que c'est là, dans l'ordinaire du quotidien, loin des métropoles et des grands projets d'aménagement, que se trouvent aussi les richesses et les ressources. La série de photos «depardonesques» de

la première salle donne le ton et situe les lieux de l'action. Les projets se laissent à peine deviner, à force de discrétion ou parce qu'ils se perdent dans l'environnement générique de la banlieue (fig. 5). Modestie, banalité, disparition de l'architecture... le pavillon prend le parti de la réalité, celle d'une France un rien dépressive, entre Bricoman, rocade et lotissements arides. Sur ces territoires oubliés de la croissance, les architectes, au prix d'un travail laborieux, peu rémunérateur et sur le long terme, auraient encore leur mot à dire pour maintenir une qualité de vie, des services et des équipements, là où ils manquent cruellement. Les projets présentés ne cachent pas les difficultés auxquelles leurs auteurs ont eu à faire face. Qu'il s'agisse de la réhabilitation de cinq tours de logements sociaux à la Grande Mare à Rouen (projet démarré avec l'agence BMC2, remerciée et remplacée par une autre, puis finalement rappelée) ou les cabanes dans les bois construites sur leurs fonds propres par quatre étudiants en architecture à Manzat en Auvergne, les projets, souvent très modestes, témoignent d'un engagement quasi héroïque et de la complexité à exercer le métier d'architecte dans le contexte français actuel. Ils montrent qu'il est possible de faire quand même de l'architecture (de l'Architecture?) à l'heure de la crise, sans tomber dans l'«esthétique de la palette», ni dans le design éphémère.

3 *Enough Slum Porn: The Global North's Fetishisation of Poverty Architecture must End*, Architectural Review, 12 août 2014

4 Projet proposé par LES Cities and the Urban Age, London School of Economics and Political Science

Votre expert en génie civil et en travaux publics spécialisés.
Excavations, Pieux, Ancrages, Terrassement,
Constructions hydrauliques.
jms-risi.ch



JMS RISI AG

Rapperswil-Jona: +41 55 286 14 55, Baar: +41 41 766 99 33, Sion: +41 27 322 63 60, info@jms-risi.ch